ROYAUME DE BELGIQUE.

AVIS DU CONSEIL D'ETAT.

Le CONSEIL D'ETAT, section de législation, deuxième chambre, saisi par le Vice-Premier Ministre et Ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique et par le Secrétaire d'Etat à la Fonction publique, le 16 avril 1985, d'une demande d'avis sur un projet d'arrêté royal "modifiant l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle", a donné le 4 juin 1985 l'avis suivant :

KONINKRIJK BELGIE.

ADVIES VAN DE RAAD VAN STATE.

De RAAD VAN STATE, afdeling wetgeving, tweede kamer, de 16e april 1985 door de Vice-Eerste Minister en Minister van Binnenlandse Zaken en Openbaar Ambt en door de Staatssecretaris voor Openbaar Ambt verzocht hun van advies te dienen over een ontwerp van koninklijk besluit "tot wijziging van het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid", heeft de 4e juni 1985 het volgend advies gegeven :

PREAMBULE.

Il convient de rédiger l'alinéa 2 comme suit :

"Vu l'arrêté royal du 2 octobre 1937 portant le statut des agents de l'Etat, notamment l'article 102, 5°, modifié par l'arrêté royal du 16 mars 1964, et l'article 106, 5°, inséré par l'arrêté royal du 30 mars 1983;".

L'alinéa 3 devrait être rédigé de la manière suivante :

"Vu l'arrêté royal du 1er juin 1964 relatif à certains congés accordés à des agents des administrations de l'Etat et aux absences pour convenance personnelle, notamment les articles 26 et 27, modifiés par les arrêtés royaux des 30 mars 1983 et 31 décembre 1984, l'article 30bis, inséré par l'arrêté royal du 31 décembre 1984, les articles 31 et 32, insérés par l'arrêté royal du 30 mars 1983 et modifiés par l'arrêté royal du 31 décembre 1984, l'article 34, inséré par l'arrêté royal du 30 mars 1983, et l'article 36bis, inséré par l'arrêté royal du 31 décembre 1984;".

A l'alinéa 5, il y a lieu de mentionner la date de l'accord du Ministre du Budget, savoir le 6 mai 1985.

DISPOSITIF.

Article 1er.

Dans la phrase liminaire, les mots "modifié par l'arrêté royal du 31 décembre 1984" doivent être remplacés par les mots : "..., modifié par les arrêtés royaux des 30 mars 1983 et 31 décembre 1984 ...".

Dans le texte néerlandais du 1°, il y a lieu d'écrire : "in de Nederlandse tekst" et non "in het nederlandse tekst".

Il est proposé de rédiger le 2° comme suit :

"2° Les mots "- à ses frères et soeurs" sont remplacés par les mots "- aux ascendants au premier degré de l'agent ou de son conjoint, ainsi qu'aux frères et soeurs de l'agent".

Article 3.

Le projet apporte tellement de modifications à l'article 30bis de l'arrêté royal du 1er juin 1964 qu'il vaudrait mieux remplacer entièrement cette disposition.

A l'article 30bis, § 2, alinéa 1er, en projet, la seconde phrase ne précise pas si c'est l'agent lui-même qui décidera de la répartition de ses prestations réduites ou si le Ministre, ou le chef de service, pourra fixer celles-ci en tenant compte de l'intérêt du service. Cette observation vaut également pour l'article 36bis, § 2, alinéa 1er, en projet.

Sous réserve de cette observation, le texte suivant est proposé :

"Article 3.-

L'article 30bis du même arrêté, y inséré par l'arrêté royal du 31 décembre 1984, est remplacé par la disposition suivante :

.../...

"Article 30bis. § 1er. Sans préjudice de la faculté de se prévaloir des articles 26 à 30, l'agent qui a atteint l'âge de cinquante ans et celui qui a la charge d'au moins deux enfants âgés de moins de quatorze ans peuvent exercer leurs fonctions, sous le régime des prestations réduites pour raisons sociales ou familiales, aux conditions fixées par le présent article.

§ 2. Les agents visés au paragraphe 1er sont tenus d'accomplir soit la moitié, soit les trois quarts, soit les quatre cinquièmes de la durée des prestations qui leur sont normalement imposées. Ces prestations s'effectuent soit chaque jour soit selon une autre répartition dans la semaine ou dans le mois.

Les périodes de congé pour prestations réduites prennent cours au plus tôt deux mois après la date de la demande de l'agent, à moins que le ministre intéressé ne décide d'accorder le congé dans un délai abrégé.

A l'initiative de l'agent et moyennant un préavis d'un mois, il peut être mis fin avant son expiration à un congé en cours à moins que l'autorité, à la demande de l'agent, n'accepte un délai de préavis plus court.

§ 3. Les agents visés au paragraphe 1er peuvent exercer leurs fonctions par prestations réduites pendant une période de trois mois au moins et de vingt-quatre mois au plus.

Des prorogations de trois mois au moins et de vingt-quatre mois au plus peuvent être accordées.

Chaque prorogation est subordonnée à une demande de l'agent intéressé, introduite au moins un mois avant l'expiration du congé en cours.

§ 4. Seuls les articles 26, § 1er, alinéa 1er, et § 4, 27, alinéa 4, 28 et 29, sont applicables aux agents visés au paragraphe 1er.

§ 5. Le ministre compétent détermine les fonctions dont les titulaires ne peuvent bénéficier du présent article".

Article 7.

L'article 36bis, § 2, alinéa 2, en projet, dispose de la manière suivante :

> "L'agent bénéficie toutefois du traitement dû en raison des prestations réduites, augmenté du cinquième du traitement qui aurait été dû pour les prestations qui ne sont pas fournies;".

Cette disposition accorde aux agents un avantage pécuniaire nouveau, ce qui est actuellement en contradiction avec l'article 6bis, inséré dans l'arrêté royal n° 180 du 30 décembre 1982 portant certaines mesures en matière de modération des revenus par l'article 44 de la loi de redressement du 22 janvier 1985 contenant des dispositions sociales, qui prohibe, jusqu'au 31 décembre 1986, toute augmentation de rémunération ou tout nouvel avantage pécuniaire. Si le Gouvernement estime devoir maintenir cette disposition, il y aura lieu de prévoir qu'elle n'entrera pas en vigueur avant le 1er janvier 1987, à moins que l'interdiction inscrite dans l'article 6bis précité soit, entre-temps, levée par le législateur pour les "avantages prévus par les dispositions relatives au travail à temps partiel", comme le prévoit l'article 22 du projet de loi portant des mesures fiscales et autres (doc. Sénat 873 (1984-1985) n° 1).

En raison des nombreuses modifications qui y sont apportées, il vaudrait mieux remplacer entièrement l'article 36bis en projet.

Il est proposé de rédiger l'article comme suit :

"Article 7.-

L'article 36bis du même arrêté, inséré par l'arrêté royal du 31 décembre 1984, est remplacé par la disposition suivante :

"Article 36bis. § 1er. L'agent qui a atteint l'âge de cinquante ans et l'agent qui a la charge d'au moins deux enfants âgés de moins de quatorze ans peuvent exercer leurs fonctions, sous le régime des prestations réduites pour convenance personnelle, aux conditions fixées par le présent article.

§ 2. Les agents visés au paragraphe 1er sont tenus d'accomplir soit la moitié, soit les trois quarts, soit les quatre cinquièmes de la durée des prestations qui leur sont normalement imposées. Ces prestations s'effectuent soit chaque jour, soit selon une autre répartition dans la semaine ou dans le mois.

L'agent bénéficie du traitement dû en raison des prestations réduites.

Ce traitement est augmenté du cinquième du traitement qui aurait été dû pour les prestations qui ne sont pas fournies.

.../...

§ 3. Les périodes d'absence pour prestations réduites prennent cours au plus tôt deux mois après la date de la demande de l'agent, à moins que le ministre intéressé ne décide d'autoriser l'absence dans un délai abrégé.

Moyennant un préavis d'un mois, l'agent peut reprendre ses fonctions à temps plein avant que n'expire la période pour laquelle il a demandé à les exercer par prestations réduites, à moins que l'autorité, à la demande de l'agent, n'accepte un délai de préavis plus court.

§ 4. Les agents visés au paragraphe 1er peuvent exercer leurs fonctions par prestations réduites pendant une période de trois mois au moins et de vingt-quatre mois au plus.

Des prorogations peuvent être accordées pour des périodes de trois mois au moins et de vingt-quatre mois au plus.

§ 5. Seuls les articles 31, § 1er, alinéa 1er, et § 4, 32, alinéa 3, et 35, sont applicables aux agents visés au paragraphe 1er.

§ 6. Le ministre compétent détermine les fonctions dont les titulaires ne peuvent bénéficier du présent article".

Article 8.

L'article devrait être rédigé de la manière suivante :

.../...

"Article 8.-

Le présent arrêté entre en vigueur le premier jour du mois qui suit celui au cours duquel il aura été publié au Moniteur belge, à l'exception :

1° de l'article 1er qui produit ses effets le 1er janvier 1985;

2° de l'article 30bis, § 3, alinéa 3, et § 4, de l'arrêté royal précité du 1er juin 1964, tel qu'il est modifié par l'article 3, qui produit ses effets le 1er janvier 1985;

3° de l'article 36bis, § 2, alinéa 3, du même arrêté, tel qu'il est modifié par l'article 7, qui entre en vigueur le 1er janvier 1987 ou à une date antérieure qui sera fixée par le Roi".

AANHEF.

Het tweede lid dient als volgt te worden gerediGeerd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 2 oktober 1937 houdende het statuut van het rijkspersoneel, inzonderheid op artikel 102, 5°, gewijzigd bij het koninklijk besluit van 16 maart 1964, en op artikel 106, 5°, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1983;".

Het derde lid zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Gelet op het koninklijk besluit van 1 juni 1964 betreffende sommige verloven toegestaan aan personeelsleden van de rijksbesturen en betreffende de afwezigheden wegens persoonlijke aangelegenheid, inzonderheid op de artikelen 26 en 27, gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 maart 1983 en 31 december 1984, op artikel 30bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 31 december 1984, op de artikelen 31 en 32, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1983 en gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 december 1984, op artikel 34, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 30 maart 1983, en op artikel 36bis, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 31 december 1984;".

In het vijfde lid behoort de datum van het akkoord van de Minister van Begroting te worden vermeld, namelijk 6 mei 1985.

.../...

BEPALEND GEDEELTE.

Artikel 1.

In de inleidende volzin moeten de woorden "gewijzigd bij het koninklijk besluit van 31 december 1984" vervangen worden door de woorden : "..., gewijzigd bij de koninklijke besluiten van 30 maart 1983 en 31 december 1984".

In de Nederlandse tekst onder 1° schrijve men "in de Nederlandse tekst" in plaats van "in het nederlandse tekst".

Voorgesteld wordt het 2° als volgt te redigeren :

"2° de woorden "aan zijn (haar) broers of zusters" worden vervangen door de woorden "aan de ascendenten in de eerste graad van de ambtenaar of van zijn (haar) echtgenoot, alsook aan de broers en zusters van de ambtenaar".

Artikel 3.

Het ontwerp brengt zoveel wijzigingen aan in artikel 30bis van het koninklijk besluit van 1 juni 1964, dat het beter zou zijn die bepaling in haar geheel te vervangen.

In het ontworpen artikel 30bis, § 2, eerste lid, preciseert de tweede volzin niet of het de ambtenaar zelf is die zal beslissen over de verdeling van zijn verminderde prestaties dan wel of de Minister of de dienstchef deze zal kunnen vaststellen, rekening houdend met het belang van de dienst. Die opmerking geldt eveneens voor het ontworpen artikel 36bis, § 2, eerste lid.

.../...

Onder voorbehoud van die opmerking, wordt de volgende tekst voorgesteld :

"Artikel 3.-

Artikel 30bis van hetzelfde besluit, aldaar ingevoegd bij het koninklijk besluit van 31 december 1984, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 30bis. § 1. Onverminderd de mogelijkheid om zich te beroepen op de artikelen 26 tot 30, mogen de ambtenaar die de leeftijd van vijftig jaar heeft bereikt en de ambtenaar die ten minste twee kinderen beneden de leeftijd van veertien jaar ten laste heeft, hun ambt uitoefenen volgens de regeling van de verminderde prestaties om sociale of familiale redenen, mits de in dit artikel vastgestelde voorwaarden vervuld zijn.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde ambtenaren zijn verplicht ofwel de helft, ofwel drie vierde, ofwel vier vijfde te verrichten van de duur van de prestaties die hun normaal worden opgelegd. Die prestaties worden ofwel elke dag ofwel volgens een andere verdeling over de week of over de maand verricht.

De periodes van verlof voor verminderde prestaties nemen ten vroegste een aanvang twee maanden na de datum waarop de ambtenaar zijn aanvraag heeft ingediend, tenzij de betrokken minister beslist het verlof binnen een verkorte termijn toe te kennen.

Op initiatief van de ambtenaar en met een opzegging van een maand, kan vóór het verstrijken ervan een einde worden gemaakt aan een aan de gang zijnd verlof, tenzij de overheid, op verzoek van de ambtenaar, een kortere opzeggingstermijn aanvaardt.

.../...

§ 3. De in paragraaf 1 bedoelde ambtenaren mogen hun ambt met verminderde prestaties uitoefenen tijdens een periode van ten minste drie en ten hoogste vierentwintig maanden.

Verlengingen van ten minste drie en ten hoogste vierentwintig maanden kunnen worden toegestaan.

Elke verlenging moet door de betrokken ambtenaar worden aangevraagd ten minste een maand vóór het verstrijken van het aan de gang zijnd verlof.

§ 4. Enkel de artikelen 26, § 1, eerste lid, en § 4, 27, vierde lid, 28 en 29 zijn van toepassing op de in paragraaf 1 bedoelde ambtenaren.

§ 5. De bevoegde minister bepaalt de ambten waarvan de titularissen niet in aanmerking komen voor dit artikel".

Artikel 7.

Het ontworpen artikel 36bis, § 2, tweede lid, luidt als volgt :

"De ambtenaar geniet nochtans de wedde verschuldigd voor de verminderde prestaties, vermeerderd met het vijfde van de wedde die verschuldigd zou zijn voor de prestaties die niet worden verstrekt;".

Die bepaling kent aan de ambtenaren een nieuw geldelijk voordeel toe, wat thans strijdig is met artikel 6bis, dat in het koninklijk besluit nr. 180 van 30 december 1982 houdende bepaalde maatregelen inzake loonmatiging ingevoegd is bij artikel 44 van de herstelwet van 22 januari 1985 houdende sociale bepalingen, en dat tot 31 december 1986

elke loonsverhoging of elk nieuw geldelijk voordeel verbiedt. Zo de Regering de mening toegedaan is dat die bepaling dient te worden gehandhaafd, zal moeten worden bepaald dat zij niet vóór 1 januari 1987 in werking zal treden, tenzij het in voornoemd artikel 6bis opgelegde verbod ondertussen door de wetgever wordt opgeheven voor de "voordelen die zijn vastgelegd door de bepalingen betreffende de deeltijdse arbeid", zoals bepaald is in artikel 22 van het ontwerp van wet houdende fiscale en andere bepalingen (Gedr. St. Senaat, 873 (1984-1985) nr. 1).

Ter wille van de talrijke wijzigingen die erin worden aangebracht, kan het ontworpen artikel 36bis beter volledig vervangen worden.

Voorgesteld wordt het artikel als volgt te redigeren :

"Artikel 7.-

Artikel 36bis van hetzelfde besluit, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 31 december 1984, wordt vervangen door de volgende bepaling :

"Artikel 36bis. § 1. De ambtenaar die de leeftijd van vijftig jaar heeft bereikt en de ambtenaar die ten minste twee kinderen beneden de leeftijd van veertien jaar ten laste heeft, mogen hun ambt uitoefenen volgens de regeling van de verminderde prestaties wegens persoonlijke aangelegenheid, mits de in dit artikel vastgestelde voorwaarden vervuld zijn.

§ 2. De in paragraaf 1 bedoelde ambtenaren zijn verplicht ofwel de helft, ofwel drie vierde, ofwel vier vijfde te verrichten van de duur van de prestaties die hun normaal worden opgelegd. Die prestaties worden ofwel elke

.../...

dag ofwel volgens een andere verdeling over de week of over de maand verricht.

De ambtenaar geniet de wedde die verschuldigd is voor de verminderde prestaties.

Die wedde wordt vermeerderd met het vijfde van de wedde die verschuldigd zou zijn voor de prestaties die niet worden verstrekt.

§ 3. De periodes van afwezigheid voor verminderde prestaties nemen ten vroegste een aanvang twee maanden na de datum waarop de ambtenaar zijn aanvraag heeft ingediend, tenzij de betrokken minister beslist de afwezigheid binnen een verkorte termijn toe te staan.

Met een vooropzeg van een maand kan de ambtenaar zijn voltijds ambt heropnemen alvorens de periode verstrijkt waarvoor hij gevraagd heeft zijn ambt met verminderde prestaties uit te oefenen, tenzij de overheid, op verzoek van de ambtenaar, een kortere opzegperiode aanvaardt.

§ 4. De in paragraaf 1 bedoelde ambtenaren mogen hun ambt met verminderde prestaties uitoefenen tijdens een periode van ten minste drie en ten hoogste vierentwintig maanden.

Verlengingen kunnen worden toegestaan voor periodes van ten minste drie en ten hoogste vierentwintig maanden.

§ 5. Enkel de artikelen 31, § 1, eerste lid, en § 4, 32, derde lid, en 35 zijn van toepassing op de in paragraaf 1 bedoelde ambtenaren.

§ 6. De bevoegde minister bepaalt de ambten waarvan de titularissen niet in aanmerking komen voor dit artikel".

Artikel 8.

Het artikel zou als volgt moeten worden geredigeerd :

"Artikel 8.-

Dit besluit treedt in werking de eerste dag van de maand volgend op die gedurende welke het in het Belgisch Staatsblad is bekendgemaakt, met uitzondering :

1° van artikel 1, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1985;

2° van artikel 30bis, § 3, derde lid, en § 4, van het voornoemd koninklijk besluit van 1 juni 1964, zoals het gewijzigd wordt door artikel 3, dat uitwerking heeft met ingang van 1 januari 1985;

3° van artikel 36bis, § 2, derde lid, van hetzelfde besluit, zoals het gewijzigd wordt door artikel 7, dat in werking treedt op 1 januari 1987 of op een vroegere datum die door de Koning zal worden bepaald".

La chambre était composée de

Messieurs : J. LIGOT, président de chambre,
de Heren : kamervoorzitter,

A. VANWELKENHUYZEN, conseillers d'Etat,
P. FINCOEUR, staatsraden,

Cl. DESCHAMPS, assesseurs de la section de législation,

F. DELPEREE, assessoren van de afdeling wetgeving,

Madame : M. VAN GERREWEY, greffier,
Mevrouw : griffier.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise a été vérifiée sous le contrôle de M. A. VANWELKENHUYZEN.

Le rapport a été présenté par Mme J.-M. DAGNELIE, auditeur.

De kamer was samengesteld uit

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst werd nagezien onder toezicht van de H. A. VANWELKENHUYZEN.

Het verslag werd uitgebracht door Mevr. J.-M. DAGNELIE, auditeur.

LE GREFFIER - DE GRIFFIER, LE PRESIDENT - DE VOORZITTER,

M. VAN GERREWEY. J. LIGOT.